

Dérobade

Taha Hussein

Kawkab al-Sharq, 15 février 1934

Sidki Pacha a fini par parler, après avoir préféré le silence, s'y être attaché et y avoir persisté ; et ce qui l'a fait sortir de ce silence sont des propos publiés par Al-Moqattam hier soir. Sidki Pacha a cru qu'ils avaient été révélés à Al-Moqattam ; il a même dit avoir entendu dire, depuis quelques jours, qu'une révélation descendrait sur Al-Moqattam portant ces propos.

Lorsque la révélation descendit sur Al-Moqattam — si ce que dit Sidki Pacha est vrai — l'amant du silence ne trouva d'autre issue que de rompre son silence, et le grand dictateur ne trouva d'autre moyen que d'accepter ce défi, et de répondre à des propos par des propos. Il ne faut pas se laisser tromper par ce qu'a dit Sidki Pacha, car en vérité Sidki Pacha n'a rien dit du tout ; il a simplement senti qu'une révélation était descendue sur Al-Moqattam, et a fait, lui, descendre une révélation sur Al-Ahram, et toute l'affaire s'est transformée en une rivalité de révélations, une guerre de mots entre une personne cachée qui révèle à Al-Moqattam, et une personne visible qui révèle à Al-Ahram.

Quant à l'Égypte et à ses intérêts, quant à la justice, au droit et à leur dignité, quant à la vérité de l'affaire touchant Sidki Pacha dans l'histoire de la Corniche, quant à l'opinion des gens sur un homme qui a dirigé les affaires de l'État pendant plus de trois ans, autour duquel se sont multipliées les nouvelles et les rumeurs, et autour duquel ses adversaires ont soulevé les doutes, les soupçons et les suppositions — tout cela ne vaut rien et ne pèse rien, tant qu'une personne cachée peut révéler des choses à Al-Moqattam, et qu'une personne visible peut révéler des choses à Al-Ahram, et tant que les lecteurs peuvent lire ce que l'un et l'autre révèlent, et remarquer que le révéléur d'Al-Moqattam fut habile, et que le révéléur d'Al-Ahram fut agile et insaisissable, et tant que toute l'affaire peut se transformer en une rivalité verbale fondée sur la déclaration ouverte et l'allusion voilée, les lecteurs discernant, dans cette rivalité, la palme de l'habileté à l'un ou à l'autre révéléur.

Il est vraiment douloureux que les affaires de l'Égypte se transforment en ce genre de bavardage futile, et que l'on attende des

Égyptiens qu'ils se contentent de ce genre de plaisanterie dans des questions aussi éloignées que possible du bavardage et de la plaisanterie. Les Français ne se sont pas contentés des allusions et des sous-entendus que publiaient les journaux du soir et du matin lorsque sont apparus, chez eux, ces scandales financiers ; chez eux, l'affaire a dépassé les journaux du matin et du soir pour atteindre le ministère, puis le parlement, puis la justice, puis la rue... et l'affaire s'est terminée, chez eux, par ce que l'on sait : la chute de deux ministères, un mouvement violent réprimé par le fer et le feu à Paris et ailleurs, et tout le régime politique exposé au danger. Et l'affaire n'est pas encore terminée en France... Dieu seul sait quand elle finira, en quoi elle finira, et comment elle finira.

Nous, Dieu merci, sommes modestes ; nous mesurons les différences entre nous et la France, et nous savons parfaitement que nous demanderions l'impossible si nous voulions qu'un ministère démissionne pour l'affaire de la Corniche comme un ministère a démissionné pour l'affaire Stavisky ; nous sommes bien loin de demander ce qu'ont fait les Français. Nous demandons seulement une chose très modeste... une chose qui compte parmi les plus simples de nos droits à réclamer, et il est étrange qu'on ne nous l'accorde pas... Nous demandons que ceux qui portent des responsabilités soient interrogés sur les responsabilités qu'ils portent ; nous demandons que ceux qui dépensent les fonds publics soient interrogés sur ce qu'ils dépensent de ces fonds ; nous demandons que doutes et soupçons soient effacés au sujet de ceux qui dirigent les affaires de l'État, et qui ont l'honneur de présider le ministère.

Nous demandons que l'opinion des gens sur les présidents du conseil et les ministres ne s'aigrisse pas, et qu'on ne se dise pas, les uns aux autres : les propos et les rumeurs se sont multipliés autour d'untel, et il n'a pu — ou n'a pas voulu — prouver qu'il était au-dessus des propos et des rumeurs, et l'État n'a pu — ou n'a pas voulu — prouver qu'il était au-dessus des propos et des rumeurs... Nous demandons, en fin de compte, que Sidki Pacha ne se distingue pas du reste des Égyptiens, et que Sidki Pacha soit interrogé sur ce qui lui est attribué, comme les Égyptiens sont interrogés sur ce qui leur est attribué, et qu'il soit prouvé enfin, clairement et nettement, que Sidki Pacha est un homme politique irréprochable, et que ceux qui disent de Sidki Pacha ce qu'ils disent ne font que le calomnier, et l'accuser de ce dont il est innocent, par malveillance envers lui, par provocation, et par acharnement contre lui.

Voilà ce que nous demandons, et c'est, comme vous le voyez, une chose modeste, sans conséquence au regard de ce qu'ont demandé les Français, et qu'ils demandent encore ; et pourtant nous ne sommes pas entendus dans cette demande. L'État ne nous l'accorde pas, pour une raison que Dieu connaît et qu'il connaît lui-même, et Sidki Pacha ne nous l'accorde pas, pour une raison que Dieu connaît et qu'il connaît lui-même... Et le curieux, pourtant, est que Sidki Pacha s'adresse à l'Egyptian Gazette pour évoquer la véritable démocratie, et la juste application de la constitution, alors qu'il sait parfaitement qu'il serait capable, s'il le voulait, de réaliser la véritable démocratie, en se mettant sur un pied d'égalité avec les Égyptiens, en soumettant à la commission la déclaration qu'elle attend de lui, ou en demandant au parlement de former une commission pour l'interroger et l'entendre ; mais Sidki Pacha corrompt la démocratie lorsqu'il ne lui donne pas accès à lui-même, tout en appelant, dans le même temps, à cette démocratie, et en proclamant qu'elle est l'une des nécessités de la vie égyptienne, si les Égyptiens veulent l'indépendance.

Et l'État sait de cela ce que sait Sidki Pacha, mais il adopte, à cet égard, la même attitude que Sidki Pacha lui-même... Il veut connaître la vérité, et la faire connaître aux gens, mais il ne cherche ni à connaître cette vérité, ni à la faire connaître aux gens ; et malgré tout cela, nous vivons dans un pays démocratique doté d'une constitution qui rend les gens égaux devant la loi, et qui rend les ministres responsables de leurs actes devant le parlement.

Plus étrange encore, Sidki Pacha s'adresse à l'Egyptian Gazette pour déclarer qu'en changeant le régime, il avait voulu renforcer la nation, y réaliser la véritable démocratie, et lui permettre de gagner l'indépendance ; et pourtant, il adopte une attitude qu'on ne saurait décrire autrement, à tout le moins, que comme l'attitude de celui qui combat la démocratie, s'insurge contre elle, affaiblit la nation, l'éloigne de l'indépendance, et l'éloigne du respect des Anglais comme des autres.

Sidki Pacha a déclaré dans les journaux qu'il était prêt à soumettre à la commission de la Corniche toute déclaration dont elle aurait besoin, afin de prouver que le lien entre lui et l'entrepreneur de la Corniche était un lien sain et irréprochable ; puis il est apparu que la commission de la Corniche ne pouvait l'interroger. Nous lui avons alors demandé de lui soumettre la déclaration qu'il avait promis de soumettre, et nous avons insisté auprès de lui dans cette demande ; puis nous lui avons donné le choix entre cela et le recours au parlement, pour qu'il forme une

commission chargée d'examiner la déclaration qu'il détenait. Mais Sidki Pacha n'a rien fait, et n'a rien choisi ; il a préféré le silence, et a oublié la promesse qu'il avait faite lorsqu'il pérerait et se répandait dans les journaux. Nous avons demandé au gouvernement de préparer l'interrogatoire de Sidki Pacha au parlement, et le gouvernement n'a rien fait ; nous avons demandé au parlement d'interroger Sidki Pacha, et le parlement n'a rien fait ; et nous avons alors constaté que Sidki Pacha est un homme privilégié, que ce privilège est contraire à la constitution et à la loi, et que ceux qui demandent l'abolition des privilèges des étrangers devraient d'abord demander l'abolition des privilèges des Égyptiens ; et personne n'a rien fait.

Puis ces lignes parurent hier dans Al-Moqattam, et Sidki Pacha s'est agité — qu'il ne s'était pas agité ! — et Sidki Pacha a écrit — qu'il n'avait pas écrit ! — car il n'a fait que prouver qu'il est un homme privilégié, que les circonstances distinguent, ou qui se distingue lui-même de tous les Égyptiens, et qu'il défie le gouvernement actuel, et défie avec lui, semble-t-il, le parlement, et défie l'État tout entier, calme et serein, les lèvres ornées de ce sourire charmeur dont on parle tant.

Al-Moqattam a publié que la commission attendait que Sidki Pacha lui envoie la déclaration qu'il avait promis d'envoyer ; Sidki Pacha a répondu que sa position ne lui permettait pas d'envoyer à la commission quelque déclaration que ce soit. Cela signifie que Sidki Pacha a fini par découvrir, comme l'État a lui aussi fini par découvrir, que la commission n'a aucune prise sur lui. Au début, Sidki Pacha croyait que la commission avait prise sur lui, et il avait donc promis de lui soumettre toute la déclaration dont elle aurait besoin ; mais lorsque la vérité évidente de sa position lui est apparue, il a ravalé sa promesse tout entière, et a déclaré qu'il ne pouvait soumettre à la commission aucune déclaration. Et l'État, au début, croyait — semble-t-il — que la commission avait prise sur Sidki Pacha ; mais lorsque la vérité évidente lui est apparue, il s'est contenté de ces lignes publiées hier dans Al-Moqattam, auxquelles Sidki Pacha a répondu par cette réponse publiée ce matin dans Al-Ahram.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là ; car Sidki Pacha est un homme qui fait une faveur à la commission, ne voulant pas la laisser perplexe et désespérée — et c'est son droit d'agir ainsi, s'il le souhaite, puisque la commission n'a aucune prise sur lui — mais il lui fait une faveur, ainsi qu'au gouvernement, et à son président, le bon homme, en mettant un de ses amis, parmi ceux qui ont une position dans le gouvernement et vers qui la commission se tourne, au courant des documents qu'il détient, et il

s'en contente, souhaitant que la commission s'en contente de sa part. Quelle générosité pourrait égaler cette générosité ? Quelle condescendance pourrait égaler cette condescendance ? Sidki Pacha est bien doux envers la commission, bien tendre envers le gouvernement ; il aurait pu ne tenir aucun compte ni de la commission ni du gouvernement, mais il leur a néanmoins fait la faveur de révéler les documents qu'il détient à un ami au gouvernement, vers qui se tourne la commission.

Avez-vous vu audace semblable à cette audace ? Avez-vous vu défi semblable à ce défi ? Avez-vous vu mépris du ministère, de la commission et de l'intérêt public semblable à ce mépris ? Des centaines de milliers de livres sont dépensées, les gens doutent, et le gouvernement doute, de la manière dont elles ont été dépensées, et une commission est formée pour enquêter là-dessus ; mais Sidki Pacha se contente de révéler les documents qu'il détient à un ami, pour que celui-ci en parle au gouvernement ou à la commission. Une affaire qui appelle une enquête officielle, et que Sidki Pacha traite par la voie officieuse. Et dans ce traitement, il se montre bienfaiteur et donateur volontaire, sans autorité d'aucun sur lui ; il attend même que la commission le remercie, et que le gouvernement le remercie, pour avoir révélé les documents qu'il détient à quelques amis.

Et dites, après cela, que nous vivons dans un pays démocratique soumis aux dispositions de la constitution, qui rend les gens égaux devant la loi, où les ministres sont interrogés devant le parlement, et où les fonds publics sont entourés de toutes les formes de protection et de sollicitude que vous voudrez, et de bien d'autres encore. Dites tout cela, et ne craignez pas que les gens se moquent de vous, et ne craignez pas que les étrangers, en particulier, se moquent de vous, et ne craignez pas que les Français se moquent de vous, et ne doutez pas que notre vie actuelle nous garantisse le respect des Anglais, et les persuade que nous sommes un peuple libre, apte à négocier avec eux, et apte à gagner l'indépendance.

Et le bon homme lit ces propos que Sidki Pacha écrit dans Al-Ahram, avale sa salive, se regarde dans le miroir, et se rend à la gare pour prendre le train vers Alexandrie. Et qui sait ? Peut-être retardera-t-il le départ du train de quelques minutes aujourd'hui, comme il l'a retardé de quelques minutes il y a quelques jours.

Al-Moqattam a publié que Sidki Pacha avait promis, dans les journaux, de soumettre la déclaration à la commission, et avait laissé

entendre à certains membres de la commission qu'il était prêt à la soumettre ; or Sidki Pacha publie dans Al-Ahram qu'il n'a pas eu « l'honneur » de rencontrer aucun membre de la commission, et ne lui a pas promis de soumettre cette déclaration. Que pense donc Sidki Pacha de la promesse qu'il a lui-même consignée dans les journaux, et qu'il ne peut ni effacer ni nier ? Pourquoi est-il revenu sur cette promesse, et s'est-il détourné de la soumission de la déclaration ? Parce qu'il croyait que la commission avait prise sur lui ; et lorsqu'il lui est apparu qu'il était protégé de l'interrogatoire de la commission, il a péroré et s'est déployé, et a repris la promesse qu'il avait déjà faite dans les journaux.

Et que pense Sidki Pacha du fait que nous affirmons, avec toute la confiance que nous avons dans ce que nous disons, qu'il a bien pris contact avec certains membres de la commission, et leur a laissé entendre qu'il était prêt à soumettre la déclaration ? Nous ne prétendons pas qu'il ait rencontré aucun membre de la commission, mais nous prétendons qu'il a pris contact avec certains de ses membres ; et nous pensons que Sidki Pacha nous accordera qu'il est possible que certaines personnes prennent contact avec d'autres sans se rencontrer, et qu'il est possible que certaines se parlent sans se voir le visage.

Nous affirmons donc que Sidki Pacha a pris contact avec certains membres de la commission, et a promis de soumettre la déclaration si l'entrepreneur ne la soumettait pas lui-même. Pourquoi donc Sidki Pacha revient-il maintenant sur cette promesse orale, comme il est revenu sur cette promesse écrite ? Il n'y a rien d'étrange dans l'affaire ; car Sidki Pacha est convaincu que la commission ne peut l'interroger, et pour cette raison Sidki Pacha ne soumet à la commission aucune déclaration, et il lui suffit de faire une faveur, en révélant les documents qu'il détient à un ami qui s'entremet entre lui et la commission par un arrangement officieux, fondé sur la bienveillance et l'amour de la réforme.

Et Sidki Pacha ne fait nulle mention de la commission parlementaire... il n'en a pas fait mention, personne n'y a songé, et personne n'a le droit de le contraindre à se présenter lui-même à l'enquête, tant que l'État ne le convoque pas à cette enquête. Sidki Pacha est donc, à présent, un homme triomphant... triomphant sur ses adversaires, qui ont soulevé autour de lui ce qu'ils ont soulevé, et voulu de lui ce qu'ils ont voulu, puis se sont retirés, repoussés ; triomphant sur le ministère, qui ne peut — ou ne veut — l'interroger sur rien ; triomphant sur le parlement, qui ne veut l'interroger sur rien ; triomphant sur tous les Égyptiens, car tous les Égyptiens veulent

connaître la vérité de sa position dans l'affaire de la Corniche, et n'y trouvent aucun chemin. Et pourtant, malgré tout cela, nous sommes un pays démocratique soumis au régime de la constitution, où tous les gens sont égaux devant la loi, et où les ministres sont interrogés devant le parlement. Et l'étrange est que nous disons cela, et l'écrivons, sans honte, et que Sidki Pacha lui-même le dit aux Anglais.